

nissant les sciences et les arts, germe d'inégalité; ils seront heureux parce qu'ils auront la *même portion* et la *même qualité d'aliments*. Ce sont les expressions de Babeuf (1); il paraît que le *tribun du peuple* voulait bannir de la société des *égaux* jusqu'à l'inégalité de l'appétit!

94. Portalis protesta contre ces égarements de la passion; il montra que la propriété a son origine dans la nature de l'homme: « L'homme naît avec des besoins; il faut qu'il puisse se nourrir et se vêtir; il a donc droit aux choses nécessaires à sa subsistance et à son entretien. Voilà l'origine du droit de propriété. » Suffit-il pour cela que les fruits soient à tous et la terre à personne, comme disent les utopistes et les communistes? Portalis répond: « Personne n'aurait planté, semé ni bâti, si les domaines n'avaient été séparés et si chaque individu n'eût été assuré de posséder paisiblement son domaine (2). » En ce sens, la propriété est de droit naturel; il est faux, dit Portalis, que les conventions ou les lois l'aient créée. L'exercice de ce droit, comme celui de tous nos autres droits naturels, s'est étendu et s'est perfectionné par la raison, par l'expérience; mais le principe du droit est en nous, il est dans la constitution même de notre être et dans nos différentes relations avec les objets qui nous environnent. Portalis combat encore l'erreur de ceux qui attribuent la propriété à l'Etat (3).

Il faut croire que ces discussions théoriques sont passablement oiseuses, car les attaques contre la propriété, loin de cesser, ont recommencé avec plus de violence que jamais après la révolution de 48. Un jurisconsulte d'une grande autorité crut devoir entrer en lice avec d'autres membres de l'Académie des sciences morales et politiques, pour redresser les idées qui se pervertissaient de plus en plus. Troplong proclame, comme Portalis, que la propriété est le droit naturel appliqué aux rapports de l'homme avec la matière. « Or, le droit naturel est un droit fixe dans la vérité; on ne s'en écarte qu'aux dépens de la justice et de

(1) Voyez les témoignages dans mon *Etude sur la Révolution*, 1<sup>re</sup> partie, p. 151, 152.

(2) Portalis, Discours préliminaire, n<sup>o</sup> 92 (Loché, t. 1<sup>er</sup>, p. 181).

(3) Portalis, Exposé des motifs du titre de la *Propriété*, n<sup>os</sup> 3 et 4.

l'équité. » Troplong conclut en affirmant, « la main sur la conscience, que le domaine de propriété est, en tout, immuable et sacré. » Il défie tous les sophismes et ne s'inquiète d'aucun des arguments que des histoires mal faites lui opposent (1).

95. Troplong aurait pu invoquer l'histoire, l'histoire véritable; c'est, à notre avis, le meilleur des arguments, car c'est le témoignage de l'esprit humain, et il témoigne contre les chimères dont on berce des hommes qui sont encore à l'état d'enfance, au point de vue du développement intellectuel. L'histoire nous montre à quoi aboutissent les fausses doctrines dont on nourrit les peuples qui eux aussi sont des enfants, parce qu'on les élève dans l'ignorance et qu'on les nourrit de superstitions. Chez les Grecs et les Romains, la passion de l'égalité, de l'égalité réelle, comme dit Babeuf, conduisit à la tyrannie et au césarisme, le plus monstrueux des régimes qui ait jamais pesé sur l'humanité. A vrai dire, ce n'était pas un régime, c'était la force qui prenait en main la direction de la société, pour prévenir la dissolution de tous les liens sociaux, l'anarchie et la mort qui la suit. C'est un triste remède que la force; elle n'empêcha pas l'antiquité de mourir, et de mourir dans la pourriture, parce qu'elle ne songeait plus qu'aux jouissances de la matière, ce grand bonheur que les communistes promettent au peuple. Si Troplong avait interrogé l'histoire et s'il avait jeté les yeux autour de lui, il aurait vu le spectacle que présente le monde ancien dans sa décadence se reproduire chez les peuples modernes. Et pour qu'on n'en pût douter, il se trouva des écrivains politiques qui proclamèrent que le césarisme était le régime qui convenait le mieux au génie de la France: ne lui donnait-il pas l'égalité qui lui est si chère? la nation n'était-elle pas souveraine et n'exerçait-elle pas la souveraineté par le suffrage universel? La grande nation jouit de ce beau régime pendant vingt ans. Troplong eut le bonheur de mourir; s'il avait survécu, il aurait été témoin de la plus épouvantable chute dont l'histoire fasse

(1) Troplong, *De la propriété d'après le code civil*, p. 6 et 7.

mention. Et les causes? Le socialisme et le césarisme s'étaient relayés en quelque sorte pour démoraliser la nation; l'ignorance cultivée avec soin et la superstition qui abaisse les âmes jouèrent aussi un rôle dans ce lamentable drame. L'histoire, ainsi interrogée, nous répondra, elle nous dira ce qu'il faut faire pour réconcilier les classes souffrantes avec la propriété individuelle.

96. Tout n'est pas égarement, tout n'est pas viles passions dans les aspirations des socialistes. Le disciple de Socrate est le premier des communistes; et comment supposer seulement que le philosophe auquel la postérité a donné le nom de divin ait été animé de mauvais sentiments? Non, il y a une part de vérité dans la revendication de l'égalité; n'est-elle pas écrite dans nos constitutions comme un de ces droits que la nature donne à l'homme et que personne ne peut lui enlever? Mais il est vrai aussi que la liberté et l'égalité, conquises en 89 par le peuple, sont restées un vain mot. L'ouvrier a la liberté religieuse, et sa conscience est obscurcie par les ténèbres de l'ignorance et de la superstition! Il a la liberté de la presse, et il ne sait pas lire! Il a la liberté d'association, et il ne comprend pas dans quel but il a intérêt à s'associer avec ses semblables! Que dire de l'exercice de la souveraineté? Les constitutions proclament la nation souveraine, et l'immense majorité de la nation est exclue, par sa pauvreté, de la jouissance des droits politiques! Les démocrates ont-ils tort de dire que l'égalité ainsi organisée est une amère dérision?

Il faut que l'égalité devienne une vérité. Suffit-il pour cela que le peuple soit déclaré souverain? Bien des esprits généreux nourrissent cette illusion: donnez-leur le suffrage universel et la république, ils s'estimeront heureux. Nous leur recommandons l'étude de l'histoire. A Rome, le peuple était souverain; la démocratie, ne sachant pas quoi faire de sa souveraineté, la délégua à un César. Après 48, les Français eurent la république et le suffrage universel. Quel usage la grande nation fit-elle de son pouvoir? Elle acclama par des millions de voix le césarisme qui la conduisit au bord de l'abîme! Et, d'autre part, le suffrage

universel guérit-il les classes populaires de leurs tendances socialistes? est-ce que les attaques contre la propriété cessèrent? La longue insurrection de Paris est une sanglante réponse à notre question. Et l'incendie qui a éclaté en France couve dans l'Europe entière. Le mouvement anarchique, destructif de toute société, s'étend; il a acquis une gravité immense en se constituant en une vaste société qui, ne tenant aucun compte de la division des nations, couvre tout le continent de son réseau. Au sein de l'*Internationale*, les doctrines les plus subversives trouvent faveur, grâce à l'incroyable ignorance qui règne parmi les ouvriers. Les malheureux accueillent avidement des doctrines qui, si elles pouvaient jamais se réaliser, entraîneraient la ruine de toute société, et par conséquent la ruine de ceux qui auraient accompli cette œuvre de destruction.

97. Ce qui s'est passé à Paris est une révélation. L'Europe est sur les bords d'un abîme; comment arrêter la dissolution universelle et la mort qui la suivrait inévitablement? Il n'y a qu'un moyen, c'est de répandre l'instruction à flots parmi les classes laborieuses. Mais ici il faut s'entendre. Il y a une instruction qui n'éclaire point les esprits et qui ne les affranchit pas davantage; elle tend, au contraire, à maintenir les hommes dans la soumission la plus aveugle. Une instruction pareille est le poison des âmes; elle ne prévient même pas les dangers de l'ignorance, car en réalité elle la perpétue. Il n'y a d'instruit que l'homme dont la pensée est libre. Il faut donc que l'enseignement se donne dans cet esprit. Il n'a pas pour objet d'inculquer des croyances ni des doctrines quelconques; il doit fortifier les intelligences, comme la gymnastique fortifie et assouplit le corps. L'instruction ainsi donnée formera des esprits libres, et ce n'est que pour les esprits libres que la liberté a un sens; pour les esprits serfs, la liberté est un non-sens et un danger.

L'instruction doit aussi être une éducation, c'est-à-dire qu'elle doit éclairer les consciences et les moraliser, en même temps qu'elle développe l'intelligence. Il règne dans les classes supérieures un préjugé contre l'instruction des ouvriers; on la redoute parce que l'on craint qu'elle ne

fournisse un nouvel aliment à de mauvaises passions. Il y a dû vrai dans ces préoccupations. Si le développement moral n'allait pas de pair avec le développement intellectuel, celui-ci pourrait devenir un instrument de mal. Il faut donc que l'on enseigne aux hommes leurs devoirs, en même temps qu'on cultive leurs facultés intellectuelles. Si l'on pouvait donner à ceux qui fréquentent les écoles la conscience de leur mission sur cette terre, il n'y aurait plus ni socialistes, ni communistes; car ils sauraient que l'homme a une destinée plus haute que celle de jouir des fruits de la terre. L'homme n'est pas appelé aux jouissances de la matière; les biens que la nature lui prodigue et que l'industrie multiplie ne sont pas le but de son existence, c'est un moyen que Dieu met à sa disposition pour son développement intellectuel et moral. Le progrès vers la perfection, tel est l'idéal que l'homme doit avoir en vue, tel est son bonheur. Jésus-Christ l'a dit : Soyez parfaits comme votre père dans les cieux; et la philosophie n'a pas d'autre formule du perfectionnement infini de tous les êtres créés.

Comment ce travail de perfectionnement doit-il s'accomplir? C'est une œuvre individuelle, car elle varie d'individu à individu. On a mille fois remarqué qu'il n'y a pas deux hommes qui se ressemblent, pas plus que deux feuilles du même arbre ne sont identiques. Il y a une variété infinie dans les facultés que Dieu a départies à ses créatures; c'est dire que l'œuvre de notre perfectionnement est une œuvre essentiellement individuelle, chacun ayant pour mission de développer les facultés dont le Créateur l'a doué. Ce principe, qui est d'une vérité évidente, suffit pour ruiner toute espèce de socialisme. Dans toutes les doctrines des socialistes et des communistes, on met l'Etat ou la société à la place des individus; c'est l'utopie de Platon sous mille et une formes diverses, mais toutes aboutissent à anéantir l'individualité humaine, alors que c'est le développement de cette individualité qui constitue notre mission à tous. La société n'est qu'un milieu dans lequel l'homme doit vivre, parce que ce n'est que dans la société de ses semblables qu'il peut se développer; l'individu est

le but, la société est le moyen. Tandis que les socialistes renversent le rapport, en faisant de la société le but et de l'individu un instrument. Ce que nous disons de la société est vrai aussi de l'Etat, parce que l'Etat n'est que la société organisée. L'Etat doit aider les hommes à remplir leur mission, en mettant à leur disposition tous les moyens de développer leur intelligence et leur âme. C'est dire qu'il n'a pas d'autre mission que les individus, il leur doit l'instruction et l'éducation. Une fois munis de ces instruments de leur perfectionnement, c'est aux individus à consacrer leur existence tout entière à cette œuvre sans fin.

98. Il y a une lacune dans cette théorie des droits et des devoirs de la société et des individus. Aussi haut que remontent nos traditions historiques, nous trouvons des riches et des pauvres. Les républiques de Grèce et de Rome furent déchirées par leurs luttes violentes, luttes sans issue sur le terrain où elles étaient engagées. A l'avènement du christianisme, un nouvel élément se fit jour, la charité. Les Pères de l'Eglise dirent aux riches qu'ils n'étaient que les économes de Dieu; détenteurs de biens appartenant à tous, ils devaient distribuer aux pauvres les richesses que Dieu leur avait confiées. Il y a aussi un côté vrai dans cet appel chaleureux à la bienfaisance. Les hommes ne sont pas des êtres isolés; un lien de solidarité unit toutes les créatures en une immense famille de frères. Déjà les anciens philosophes disaient que l'homme ne doit pas vivre pour lui, mais pour les autres. Le christianisme leur apprit qu'ils sont frères et qu'ils doivent aimer leur prochain comme eux-mêmes. La philosophie accepte l'idée, mais elle donne une autre direction à la charité. Une expérience séculaire atteste que l'aumône dégrade les hommes et les avilit; elle est funeste à celui qui la donne et à celui qui la reçoit. Le premier croit qu'en distribuant des aumônes il lave ses péchés et gagne le ciel; ce calcul vicie la bienfaisance et en fait une spéculation. Celui qui reçoit l'aumône se considère comme le créancier des riches, il se dispense de tout travail, il oublie toute prévoyance, il ne songe même pas à développer ses facultés pour se perfectionner. De là la hideuse mendicité qui a entraîné la dé-

chéance de nations entières, en tuant chez elles le principe de l'activité personnelle. Il faut, au contraire, exciter sans cesse l'homme au travail, car ce n'est que par le travail qu'il peut se développer et se perfectionner. C'est le principe d'une nouvelle charité qui se traduit dans cet axiome vulgaire : aide-toi, le ciel t'aidera. Mais le ciel a ses organes dans ce monde, ce sont les riches, comme disent les Pères de l'Eglise. Et par riches nous n'entendons pas seulement ceux qui disposent des biens matériels ; il y en a de plus riches qu'eux, ce sont ceux auxquels Dieu a départi les plus beaux de ses dons, les qualités de l'âme et de l'intelligence. La supériorité, sous toutes ses formes, impose des devoirs à ceux que l'on appelle les privilégiés de ce monde. A vrai dire, leur seul privilège consiste à avoir des devoirs plus étendus. Ces devoirs ils sont tenus de les remplir à l'égard des déshérités, les classes les plus nombreuses et les plus pauvres. Ici nous mettons le pied sur un terrain brûlant : comment les classes supérieures peuvent-elles, comment doivent-elles venir en aide aux classes laborieuses ?

Un malheureux préjugé divise ces deux classes : les ouvriers envient et haïssent leurs patrons ; et les patrons méprisent les ouvriers, dans lesquels ils ne voient qu'un instrument de lucre. Si cette division était réelle et fatale, elle conduirait à la ruine des sociétés modernes. On verrait se renouveler la guerre intestine qui déchira les cités grecques et qui aboutit à la mort de l'antiquité. La lutte serait même plus sanglante et plus désastreuse, car les millions d'esclaves qui peuplaient les domaines des riches chez les anciens sont devenus des ouvriers : ce serait la guerre de tous contre quelques-uns. Que les riches y songent avant qu'il soit trop tard ! Il y a quelque chose de légitime dans les aspirations des classes laborieuses ; elles veulent avoir leur part dans les biens qu'on leur dit être un instrument de développement intellectuel et moral : n'ont-elles pas, aussi bien que les classes riches, le droit et le devoir de travailler à leur perfectionnement ? Si la propriété est l'expression et la garantie de l'individualité humaine, il faut que tout homme ait le moyen de devenir propriétaire. Or, quelle est la condition des ouvriers ? On les appelle des

prolétaires, pour marquer que leur seul rôle dans la société consiste à procréer des enfants : du reste, aucun développement intellectuel et moral, une dégradation qui touche à l'abrutissement. Serait-ce là, s'écrient les socialistes, la destinée que Dieu a faite à l'immense majorité de ses créatures !

99. Nous doutons que l'instruction et l'éducation, même répandues à profusion, imposent silence à ces cris de haine et de guerre. Il faut que l'état matériel des classes ouvrières s'améliore ; c'est la condition de leur développement intellectuel et moral, et c'est la seule voie de salut pour la société et la civilisation. Il faut que tout ouvrier puisse devenir propriétaire. Cette révolution économique est-elle possible ? Nous le croyons. Notre espérance n'est pas une illusion d'utopiste ; elle se fonde sur des faits qui se passent sous nos yeux. Si les ouvriers sont restés des prolétaires, ce n'est pas que tout moyen leur ait manqué d'améliorer leur position. Sans culture aucune, ne connaissant que les jouissances brutales de la matière, ils s'y sont livrés tout entiers : l'argent qu'ils emploient à de folles et funestes dépenses suffirait pour leur donner l'aisance à laquelle ils aspirent. Que faut-il donc pour les relever, pour leur permettre d'acquérir la propriété de la maison qu'ils habitent, et pour créer par là la famille, qui n'existe pas encore dans ces classes malheureuses ? Il faut leur inculquer dès leur bas âge l'esprit d'ordre, d'économie et de prévoyance. C'est ce que l'on a tenté à Gand, en introduisant l'épargne à l'école, et l'exemple est suivi par la plupart des grandes villes, il pénètre même dans les communes rurales (1). Si ce mouvement continue, et il n'y a pas de raison pour qu'il s'arrête, la condition des classes laborieuses se transformera.

Les classes supérieures ont leur part dans cette grande révolution. Ici reparait l'idée des Pères de l'Eglise : les riches sont les économes de Dieu ; il faut qu'ils tendent la main à leurs frères déshérités pour les élever à eux, en

(1) Voyez une petite brochure intitulée : *L'épargne dans les écoles communales de Gand*. (Bruxelles, 1867.)

les aidant dans le rude travail du perfectionnement. Ce n'est qu'à cette condition que la réconciliation des classes sociales s'opérera. Les pauvres ne haïront plus les riches quand les riches les traiteront en frères. Cette œuvre encore se fait autour de nous, on la tente du moins, et c'est beaucoup de la tenter. Une société s'est formée dans le but de travailler à la moralisation des classes laborieuses : elle favorise le mouvement de l'épargne, en distribuant des récompenses aux enfants et aux ouvriers qui se distinguent par leur esprit d'ordre et d'économie (1). Sous son inspiration et avec son appui, des sociétés d'ouvriers et d'ouvrières se sont organisées : l'épargne est leur loi, l'instruction et l'éducation sont leur but. Grâce à ces efforts, il s'opérera une révolution dans les sentiments et les idées des classes ouvrières (2), révolution pacifique, mais la plus bienfaisante de toutes ; elle achèvera l'émancipation des classes inférieures et elle préparera le règne des nations souveraines.

Ajoutez à cela les sociétés coopératives, qui mettent à la disposition des ouvriers le puissant instrument de l'association, qui utilisent et font fructifier leurs épargnes, et qui sont un apprentissage de la vie publique. Toutes ces œuvres ont un seul et même but : l'amélioration de la condition matérielle, intellectuelle et morale des classes ouvrières. C'est la mission de la démocratie moderne. Elle n'y manquera pas. Plus d'utopies ! plus de rêves socialistes et communistes ! Ces vaines rêveries ont toutefois une signification sérieuse : elles manifestent un besoin auquel il faut donner satisfaction. L'inégalité subsistera ; elle est de Dieu, et sa première cause nous échappe comme toute cause première. Toujours est-il que notre naissance au sein de telle famille, de telle époque, dans tel pays, est un fait providentiel qu'il nous faut accepter, à moins de nous révolter contre le Créateur. Est-ce à dire que la fatalité de la naissance doit peser sur toute l'existence de l'homme ? Ce serait revenir aux castes et à l'esclavage.

(1) Voyez la petite brochure intitulée : *Société Callier, pour la moralisation des classes laborieuses*. (Gand, 1868.)

(2) Voyez la petite brochure intitulée : *Rapport sur la Société Callier. Appel aux libéraux pour la formation de sociétés ouvrières*. (Gand, 1870.)

Non, la liberté, le plus beau don de Dieu, nous donne la conscience que notre destinée est dans nos mains, pourvu que nous obéissions à la voix de Dieu qui nous crie : « Soyez parfaits comme votre Père dans les cieux. » Tout homme peut et doit travailler à son perfectionnement. À tout homme la société doit assurer les moyens de se perfectionner. Tout homme doit être libre dans l'emploi de ses facultés. Telle est la seule égalité qui soit possible, et elle suffit à notre bonheur, car notre bonheur consiste dans le développement des facultés dont Dieu nous a doués. Plus ce développement est large, plus nous sommes heureux. Notre bonheur va donc en augmentant, à l'infini, dans les limites de l'imperfection humaine. Ce bonheur ne vaut-il pas la portion égale et la qualité égale de nourriture que les socialistes promettent à leurs adeptes ? Notre conclusion est que l'idéal n'est pas, plus de propriété ; l'idéal est que tous soient propriétaires.

Telle est notre justification de la propriété. Le lecteur nous pardonnera cette digression. Nous avons suivi l'exemple de tous les interprètes du code civil, qui, chacun à sa guise, répondent aux attaques dont la propriété a toujours été l'objet. La propriété y a résisté et elle l'emportera, à une condition néanmoins, c'est que tout se fasse, et par le législateur et par les classes supérieures, pour le peuple, en attendant que tout se fasse par le peuple !

#### § II. Définition et caractères de la propriété.

**100.** L'article 544 définit la propriété en ces termes : C'est « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. » Cette définition nous fait connaître les caractères qui distinguent la propriété.

Le propriétaire a le droit de *jouir*. Ce mot est pris dans son sens le plus large, lequel est aussi la signification vulgaire du mot. *Jouir*, dit le Dictionnaire de l'Académie, c'est posséder une chose et en tirer tous les fruits, tous les émoluments, tous les avantages. En droit romain, le